

La N-VA met le dossier F-16 à la table du conclave budgétaire

En marge

Dégressivité des allocations de chômage. L'idée du ministre de l'Emploi Kris Peeters (CD&V) sur la dégressivité des allocations de chômage aurait pu faire capoter l'accord obtenu en G10 sur les métiers en pénurie mais, entre-temps, le ministre de l'Emploi a formellement démenti être à l'initiative de cette idée sur la dégressivité des allocations de chômage. Un prof d'université de Gand étiqueté "Open VLD" aurait été un peu "vo lontariste" en mettant cette idée dans la bouche du ministre Peeters, explique-t-on au CD&V.

■ Les négociations pour la confection du budget 2019 sont en cours mais la N-VA veut parler aussi du remplacement des F-16.

■ Les nationalistes poussent pour un accord avant les vacances.

■ Mais il faudra aussi parler emploi.

Pressé par l'armée, Vandeput veut une décision avant fin juillet

Lors des conclaves budgétaires, il faut réaliser des économies, trouver de nouvelles recettes. C'est très politique, et même idéologique. Les partis de la majorité gouvernementale entrechoquent leurs conceptions et effectuent de grands arbitrages après des négociations parfois âpres. A l'occasion de cette bourse aux échanges entre partenaires, il n'est pas rare que des dossiers qui n'ont rien à voir avec la confection du budget de l'année suivante soient évoqués, voire tranchés. "Je te donne ceci, mais tu cèdes sur ce point qui bloquait depuis des mois." Et puis, s'il n'y a pas d'accord sur tout, il n'y a d'accord sur rien... Classique.

Les négociations en cours au fédéral pour le budget 2019 ne vont pas y échapper. Par exemple, le dossier du remplacement des F-16 belges fera partie des discussions: la N-VA le met sur la ta-

ble du conclave. Pour rappel, le gouvernement fédéral est fortement embarrassé par l'offre remise par le groupe Dassault pour son Rafale. Les Français se situent en effet en dehors de la procédure prévue pour l'attribution de ce marché militaire hyperstratégique (Request for Government Proposal ou RfGP) et, au-delà du renouvellement des avions de chasse belges, ils proposent un véritable partenariat stratégique avec notre pays.

Cacophonie fédérale

Le ministre de la Défense, Steven Vandeput (N-VA), a à plusieurs reprises montré sa réticence à prendre en considération le Rafale. Il préférerait s'en tenir aux deux offres remises dans le cadre de l'appel d'offre : celle du F-35 de Lockheed Martin et celle

de l'Eurofighter d'Airbus. En juin, dans une interview au "Morgen", il avait d'ailleurs clairement indiqué son rejet de l'offre de Dassault. "On ne peut pas faire comme si les Français faisaient partie de la procédure", avait-il déclaré. Une semaine plus tôt, lors d'une conférence de presse, le Premier ministre Charles Michel avait pourtant affirmé que le Rafale était toujours en lice. Après cette cacophonie fédérale, le "16" avait confirmé que le choix du nouvel avion de chasse belge serait pris "au sein du gouvernement et nulle part ailleurs".

Alors, à ce sujet justement, la N-VA a décidé de ne pas attendre l'échéance du dossier, fixée à la mi-octobre: les nationalistes flamands veulent profiter des négociations budgétaires pour trancher le dossier dans les prochains jours. Selon nos informations, la N-VA demande que le gouvernement écarte le Rafale et se prononce soit en faveur du F-35, soit de l'Eurofighter. Contacté mercredi, le cabinet Vandeput élude et répond simplement qu'il informera la presse "si le gouvernement prenait une décision dans ce dossier".

Peur d'une prolongation des F-16

Le ministre de la Défense serait, entre autres, poussé à agir par l'armée qui veut de nouveaux avions et craint que, à force d'attendre, le gouvernement fédéral décide de... prolonger la durée de vie des F-16. "La Libre" avait révélé un rapport du constructeur qui démontrait la possibilité de prolonger de six ans les F-16 belges (ils resteraient alors en service jusqu'en 2029). Bref, selon une source militaire, l'état-major

aimerait que le dossier F-16 soit bouclé pour fin juillet, avant les vacances politiques. Et la N-VA est sur la même longueur d'ondes, tandis que le Premier ministre préférerait attendre l'échéance de la mi-octobre.

"Ce n'était pas inattendu...", confie un

spécialiste du budget au fédéral. Au sein de la "suédoise", on se doutait bien que la N-VA profiterait du conclave sur le budget 2019 pour accélérer dans ce dossier emblématique pour Steven Vandeput. Une autre source proche du dossier explique que, du côté du MR, on ne se résout pas à rejeter l'offre de Dassault: "Pas encore en tout cas... Charles Michel reste intéressé par le partenariat stratégique avec les Français pour des raisons diplomatiques car cela pourrait constituer le point de départ d'une vraie défense européenne."

Une monnaie d'échange ?

Toutefois, la N-VA fera-t-elle du dossier F-16 un *casus belli* dans les négociations actuelles? Probablement pas. On peut voir dans cette volonté de jeter sur la table le choix d'un nouveau chasseur pour la force aérienne belge une tactique de négociation: la N-VA met des demandes dans la balance pour pouvoir d'autant mieux négocier la confection du budget 2019 selon ses vues. Une monnaie d'échange, en quelque sorte. "La N-VA veut beaucoup de choses mais elle ne les obtient pas souvent", ironise un informateur gouvernemental.

Frédéric Chardon et Sarah Freres

La N-VA
demande
que le
gouvernement
écarte le Rafale
et se prononce
soit en faveur
du F-35 soit
en faveur
de l'Eurofighter.